



# Le billet du Recteur

n° 103

## L'ÉGALITÉ COMME EXIGENCE : UNE PREUVE D'AMOUR POUR LA FRANCE

**L**a mobilisation de Saint-Denis ne doit pas être lue à travers le prisme commode des récupérations politiques. Elles existent, comme toujours. Elles existeront encore. Mais elles ne disent rien de l'essentiel, et s'y attarder, c'est précisément ce que cherchent ceux qui préfèrent débattre de la forme plutôt que d'affronter le fond. L'essentiel est ailleurs.

Plusieurs milliers de personnes se rassemblent, sans violences, sans débordements, sans feux ni pavés, autour d'une idée qui ne devrait pas être contestable : le racisme n'est pas une opinion, c'est une atteinte à l'égalité républicaine. Ce fait-là mérite d'être regardé pour ce qu'il est. Pas comme un épisode militant. Pas comme une manœuvre. Comme un signal. Celui d'une société qui voit un écart, entre ce que la République promet et ce que certains de ses enfants vivent, et qui refuse de faire semblant de ne pas le voir.

### **Ce que les chiffres disent, que les polémiques taisent**

Car ce décalage n'est pas une impression. Il n'est pas le fruit d'une susceptibilité collective exacerbée par les réseaux sociaux. Il est documenté, mesuré, répété.

L'enquête de l'Ifop pour la LICRA l'établit avec une netteté qui devrait provoquer un sursaut : 46 % des Français ont déjà été confrontés à une agression ou à une discrimination à caractère raciste au cours de leur vie. Presque un Français sur deux. Ce n'est pas un phénomène marginal que l'on peut cantonner à quelques cas isolés et relever d'un haussement d'épaules. C'est une réalité de masse.

Et ce n'est pas seulement une réalité ancienne, vestige d'une France révolue. 24 % des Français déclarent avoir subi des comportements racistes au cours des cinq dernières années. Le phénomène est actuel. Il est vivant. Il se reproduit, sous des formes parfois crues, parfois feutrées, mais toujours réelles pour ceux qui les subissent.

Il est différencié, aussi. Certaines populations y sont exposées de manière disproportionnée, systématique, et documentée. 37 % des personnes se déclarant musulmanes ayant eu un contact récent avec les forces de l'ordre estiment avoir été traitées de manière injuste. On peut discuter des perceptions. On peut débattre des méthodes. Mais quand un tiers d'une population partage la même expérience répétée, la même sensation d'être regardé différemment, traité différemment, on ne peut plus parler de malentendu individuel. On parle d'un problème structurel.

La discrimination ne se contente pas de blesser dans l'instant. Elle oriente des trajectoires entières. 26 % des personnes discriminées au travail déclarent avoir changé d'emploi pour y échapper. Ce sont des carrières déformées, des ambitions rabaissées, des compétences gaspillées, non pas par manque de talent ou d'effort, mais parce qu'un regard, un préjugé, un réflexe ont décidé à leur place.

**On ne peut plus parler de malentendu individuel. On parle d'un problème structurel.** ”

Un pays qui discrimine n'est pas seulement injuste. Il est inefficace. Il gaspille ses propres forces, détourne ses talents, affaiblit sa cohésion.

Et quand 22 % des victimes de racisme envisagent de quitter la France, la question cesse d'être seulement morale. Elle devient politique au sens le plus fondamental du terme : une partie du peuple envisage de renoncer à appartenir à la nation.

Quel pays peut se permettre d'ignorer cela ?

### **L'histoire républicaine est faite de ces moments**

Il y a une amnésie commode qui consiste à croire que dénoncer le racisme, réclamer l'égalité, exiger que les principes fondateurs soient appliqués à tous et pas seulement à certains, serait une posture nouvelle, importée, étrangère au génie républicain français.

C'est un contresens historique.

La République française s'est construite dans et par le conflit entre ses principes et ses pratiques. Ce n'est pas malgré ces tensions qu'elle a progressé, c'est grâce à elles. L'abolition de l'esclavage n'est pas tombée du ciel : elle est venue de ceux qui ont refusé l'écart entre « liberté, égalité, fraternité » et la réalité des colonies. Le droit de vote des femmes n'a pas été accordé par bienveillance spontanée : il a été arraché par celles qui ont rappelé à la République ses propres mots. L'accès à l'école, à la fonction



**Ceux qui descendent dans la rue pour dénoncer le racisme ne rejettent pas la République. Ils la prennent au mot.**

publique, aux professions longtemps fermées, autant de batailles menées au nom des textes fondateurs, non contre eux.

Ceux qui descendent dans la rue pour dénoncer le racisme ne rejettent pas la République. Ils la prennent au mot. Et c'est exactement ce qu'elle leur demande de faire.

Car la République n'est pas un héritage figé que l'on contemplerait avec révérence.

C'est un projet vivant, exigeant, perpétuellement inachevé.

Sa grandeur n'est pas de prétendre que tout est acquis. Sa grandeur est d'avoir posé des principes suffisamment forts pour que chaque génération puisse s'en saisir et réclamer leur application pleine et entière.

## Le déni : seul vrai ennemi de la République

Face à un problème documenté, structurel, vécu par des millions de personnes, deux attitudes sont possibles.

La première consiste à fragmenter, relativiser, hiérarchiser. À opposer les victimes entre elles, celui-ci souffre davantage que celui-là, cette discrimination est plus légitime que cette autre. À déplacer le débat vers la forme, qui manifeste avec qui, sous quelle bannière, avec quels mots. À contester les termes utilisés, à requalifier les faits, à rappeler inlassablement qu'il existe des racismes pires ailleurs. Cette stratégie est efficace. Elle permet de discuter indéfiniment sans jamais rien changer.

La seconde consiste à regarder les faits et à en tirer les conséquences. Elle suppose de l'honnêteté, parfois du courage, et un certain inconfort, celui d'admettre que la maison commune n'est pas aussi accueillante pour tous ses habitants.

Lutter contre les discriminations suppose de ne laisser aucune réalité dans l'angle mort. Ce n'est pas une position politique partisane. C'est une ligne de méthode. Et c'est une exigence républicaine fondamentale.

Car la République ne fonctionne pas à géométrie variable.

Elle ne protège pas certains et oublie les autres.

Elle ne nomme pas certaines haines avec emphase en laissant d'autres prospérer dans l'impunité médiatique.

Ce qui fragilise la République, ce n'est pas qu'on nomme le racisme. C'est qu'on le tolère sans le nommer partout où il existe.

Lorsqu'une forme de racisme est insuffisamment reconnue, qu'elle soit antiasiatique, antinoire, antisémite, islamophobe, antirom, ce n'est pas seulement une injustice pour ceux qui en sont victimes. C'est une fragilisation du pacte commun. Une invitation faite aux uns à douter que ce pacte les concerne vraiment.

Et ce doute-là est infiniment plus dangereux pour la cohésion nationale que n'importe quelle manifestation.

### Ce que réclamer l'égalité dit de ceux qui la réclament

Il faut nommer ce que cette mobilisation révèle, au-delà des chiffres et des analyses.

”  
**La République  
 ne fonctionne pas  
 à géométrie  
 variable.**

Ceux qui manifestent à Saint-Denis, ceux qui déposent plainte, ceux qui refusent de laisser passer des propos qui les rabaissent à leur biologie, ne haïssent pas la France. S'ils la haïssaient, ils l'auraient quittée. S'ils lui étaient indifférents, ils se seraient tus.

Ils se mobilisent parce qu'ils y croient encore. Parce que la République leur a appris, dans ses écoles, dans ses textes fondateurs, dans sa devise gravée sur chaque fronton de mairie, qu'ils lui appartenaient pleinement et qu'elle leur appartenait en retour.

Réclamer que cette promesse soit tenue, c'est l'acte civique le plus authentique qui soit. C'est refuser le confort du ressentiment pour choisir l'exigence de la citoyenneté.

C'est dire : je ne me résigne pas, parce que je n'ai pas renoncé à ce pays.



**C'est dire : je ne me résigne pas, parce que je n'ai pas renoncé à ce pays.**

Il n'y a pas de preuve d'amour plus forte à une République que de la rappeler à ses propres principes quand elle les trahit. Ni de geste plus républicain que de se lever pour dire : non, cela ne correspond pas à ce que vous avez promis, et nous voulons que vous teniez parole.

### **République de principe ou République d'application ?**

La question posée aujourd'hui est d'une clarté brutale.

Veut-on une République de principe celle qui proclame l'égalité dans ses textes, la grave dans le marbre, l'enseigne à l'école, l'invoque dans les discours officiels, ou une République d'application, celle qui la garantit concrètement, pour chaque citoyen, quels que soient son nom, sa couleur, ses origines, sa foi ?

Les deux ne s'opposent pas. Elles ne peuvent pas s'opposer, sauf à admettre que la République française est condamnée à rester un idéal inaccessible, une belle promesse perpétuellement différée.

Ce que l'on entend aujourd'hui, dans les rues de Saint-Denis comme dans les chiffres de l'Ifop, c'est l'impatience d'une partie du peuple français qui a attendu assez longtemps. Qui a cru, qui croit encore, mais qui refuse désormais de croire en silence.

Alors oui. Il faut répondre sans détour et sans réserve : demander l'égalité, dénoncer le racisme, exiger que la République fonctionne pour tous ce n'est pas être contre la France. C'est en être le citoyen le plus exigeant.

Et cette exigence n'est ni partisane, ni communautaire, ni importée. Elle est au cœur du pacte républicain.

La République n'a jamais eu peur de ses citoyens lorsqu'ils lui demandent d'être fidèle à elle-même.

Elle devrait, en revanche, se méfier du jour où ils cesseront de le faire.

*À Paris, le 8 avril 2026*

## **CHEMS-EDDINE HAFIZ**

Recteur de la Grande Mosquée de Paris

